

MANIFESTE POUR UNE SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE POST-URBAINE

*Vivre à une taille décente
pour respecter le vivant*

Négation du vivant et pollutions en cascade, fournaises estivales et artificialisations des sols comme des relations sociales... **les grandes villes présentent des environnements de vie de moins en moins habitables**, sources de destructions et de souffrances, et ce partout sur la planète.

Mais, pour impulser des changements, il ne suffira pas que les extinctions de masse rythment nos mondes ; il ne suffira pas de constater toute la douleur des vivants brûlés par l'étuve climatique ; il ne suffira pas de croiser toutes les victimes de catastrophes naturelles sur notre route extractiviste. Les lignes idéologiques dominantes ne suffisent plus à cacher l'évidence d'un capitalisme mondialisé et de ses Etats-nation, d'un productivisme réarmé et du consumérisme débridé au cœur de notre mal. Il nous faut questionner les choix de développement urbain qui ont partout sur terre conduit à ce drame.



La grande ville convertie à la métropole est le creuset mondial d'un développement qui est la cause première de l'inexorable dévastation des écosystèmes, de la destruction des relations humaines par exploitation de toutes les ressources, de l'artificialisation de tous les milieux, de la subordination de tous les corps et de la quête de toutes les grandeurs. Cette démesure s'incarne par l'appel à la surconsommation, à l'artifice du béton, à la densité et à ses pressions sur nos intimités, à la généralisation de la compétition avec la perte de toute sincérité.

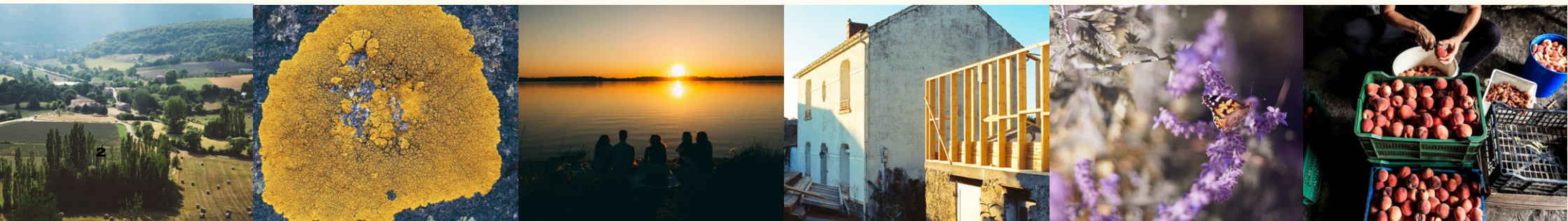
Bien plus qu'une simple forme d'organisation spatiale des sociétés, les modèles métropolitains façonnent des manières de penser et d'habiter inféodés à la globalisation néolibérale. Tous les maux décrits sont encastés dans la matérialité de nos vies, incorporés dans nos rapports à l'autre et dans nos visions technoscientifiques de l'avenir. **Il nous faut sortir des sentiers de dépendance et de délégation que sont les infrastructures urbaines.** Sortir de cette parodie de démocratie, de l'imaginaire de l'artifice, de la facilité d'accès à des énergies en voie d'épuisement. Mais est-on encore capable d'imaginer pour demain un monde radicalement différent ?

Certain-e-s œuvrent déjà depuis plusieurs années à construire cet à-venir. Des expériences alternatives donnent à voir des envies et des capacités à reconstruire des espaces de vie en dehors des grandes villes, pour faire droit à d'autres aspirations, tels le **ralentissement**, le **sobriété** ou encore l'**autonomie**. Quelle société

pourrait se construire à partir de ces expériences ? Quelle géographie pourrait en être dessinée ? Voici la raison d'être des États généraux d'une société écologique post-urbaine.

Cette société impose de réfléchir avec toutes et tous à la situation et aux changements à accomplir, en vue de mettre en œuvre trois grandes valeurs : **ré-habiter la terre, coopérer par le faire et autogérer de manière solidaire** composent des formes de vie alternatives en réhabilitant des connaissances écologiques et paysannes, artisanales et agropastorales. Les principes premiers en sont de ne laisser personne de côté, de déconcentrer les populations par le repeuplement des périphéries, de démarchandiser l'économie par la démassification des productions, de décentraliser l'Etat-nation par l'essaimage d'initiatives de l'auto-gestion et de faire décroître certains de nos besoins pour la préservation vitale des milieux écologiques d'existence.

La société à laquelle nous aspirons repose sur des unités de vie de taille décente, dans lesquelles la promiscuité urbaine forcée laisserait place à des relations plus apaisées, dans lesquelles l'espace libéré favoriserait des environnements vivables et cultivables. Imaginons des regroupements de quelques dizaines et tout au plus de quelques milliers d'habitante-s, inscrits dans des formes d'organisation polycentriques et autogérées, rendues solidaires par une écologie biorégionale. Imaginons une décarbonation des activités par **l'installation de dix millions de paysan-ne-s,**



artisan-ne-s et autres actifs ruraux, pour prendre soin du vivant et assurer des conditions de vie dignes aux nouvelles et nouveaux arrivants, favoriser leur insertion locale par la transmission des savoir-faire autochtones balayés par le productivisme agricole et le consumérisme urbain.

Ce rééquilibrage géographique offrirait l'occasion de fonder un à-venir bien plus inclusif, brisant les carcans de misère et donnant d'abord du pouvoir aux humiliés de l'ordre socio-économique international, même si nous devons reconnaître les difficultés d'installation en dehors des mégastuctures urbaines. Raison pour laquelle la relocalisation demande de l'imagination politique.

Il s'agit de nous réapproprier nos puissances d'agir et de restaurer un lien de confiance vis-à-vis de nos capacités d'auto-organisation collective, là où l'artificialité des grandes villes nous livre à la posture lascive de la consommation-consumation incessante par éloignement du vivant.

Vie simple et rythme lent, ré-étalonnement des besoins et autogestion collective, le tout à partir de lieux de vie autonomes et d'une communalisation de l'usage des sols, voilà qui décoloniserait un peu nos imaginaires, ceux de la performance et de l'opulence, au profit d'une décroissance. Ayons confiance en nos capacités et celles des sociétés rurales biorégionales pour une transformation écologique radicale de nos manières d'habiter.

Rejoignez le mouvement pour une société écologique post-urbaine !



SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE
DU **POST-URBAIN**